

**LA FIRST BANK
VOUS DONNE**

*Carte
Blanche*



Afriland First Bank

La Carte Blanche est la première carte de crédit au Cameroun et en Afrique Centrale.

Rendez-vous à l'agence Afriland First Bank la plus proche. Souscrivez votre carte de crédit et fini les files d'attente....

222 51 80 50 / 679 00 96 26 653 46 53 46
 qualite@afilandfirstbank.com www.afilandfirstbank.com

Eco-tidien

Hebdomadaire d'informations économiques et financières - Récépissé N°0127/RDDJ/C19/BRP du 06 avril 2011



Dans son message à la Nation le 31 décembre dernier, le président de la République a annoncé avoir donné instruction pour la réorganisation de cette institution, mais sans préciser qui serait chargé de mettre en œuvre la réforme. P.6

FINANCEMENT DES ROUTES

Le Cameroun a besoin d'un Fonds routier autonome

FINANCEMENT DES PMES

Afriland First Bank obtient près de 40 milliards de Fcfa de la SFI

Afriland First Bank, leader du secteur bancaire au Cameroun, vient de sécuriser un financement de 37,5 milliards de francs CFA (60 millions de dollars) auprès de la Société Financière Internationale (SFI), une entité de la Banque mondiale dédiée au secteur privé. Ce prêt stratégique, approuvé le 2 janvier 2025, vise à renforcer l'accès des Petites et Moyennes Entreprises (PME) camerounaises au crédit, avec une attention particulière pour les entreprises dirigées par des femmes. P.4



BARRAGE DE NACHTIGAL

Nouveau report de la mise en production complète

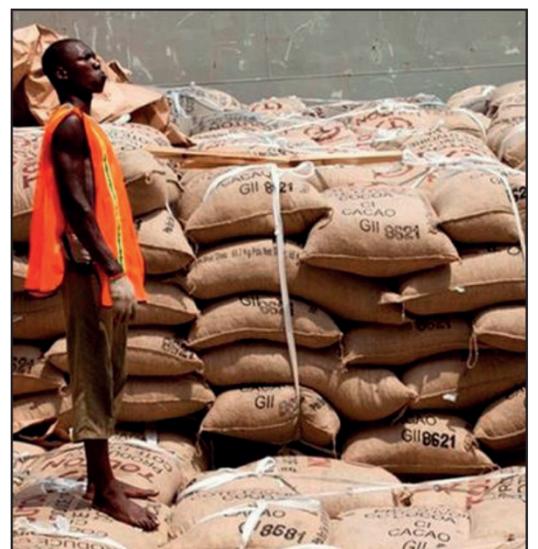
A date, cinq groupes sur les sept attendus de cette importante infrastructure énergétique ont déjà été lancés pour une capacité globale de 300 MW. P.7



FILIERE CACAO

Record historique du prix au Cameroun en 2024

L'année 2024 restera gravée dans les mémoires des producteurs de cacao du Cameroun qui ont connu un prix record sans précédent, culminant à 6 000 Fcfa le kilo. P.10





COMMUNIQUE



Nomination du nouveau Directeur Général de Panzani Cameroun

Panzani Cameroun est fier d'annoncer la nomination de **M. Amadou Bienvenu NJOUOKOU KOUOTOU** en tant que Directeur Général, à compter du 6 janvier 2025. Cette décision marque une nouvelle étape stratégique dans l'engagement de l'entreprise à renforcer son leadership et son innovation dans le secteur agroalimentaire.

Un leader d'exception pour un groupe d'excellence

M. NJOUOKOU KOUOTOU apporte à Panzani Cameroun une expérience de plus de 20 ans acquise au sein de grandes entreprises internationales reconnues pour leur performance et leur innovation. Il a su y construire un parcours remarquable, axé sur la stratégie, le développement durable et la gestion de marques emblématiques.

Sa capacité à mener des équipes vers l'excellence, à identifier de nouvelles opportunités de croissance et à transformer les défis en succès en fait un atout de taille pour Panzani Cameroun. Sa vision s'appuie sur une maîtrise approfondie des marchés africains et une expertise pointue dans les secteurs **B2B** et **B2C**.

Des défis ambitieux pour un avenir prometteur

Dans ses nouvelles fonctions, **M. NJOUOKOU KOUOTOU** sera chargé de :

- **Renforcer le positionnement de Panzani Cameroun** comme leader incontournable sur le marché national et sous-régional.
- **Accélérer l'innovation et le développement produit** pour répondre aux attentes évolutives des consommateurs.
- **Optimiser les performances opérationnelles**, en s'appuyant sur des partenariats stratégiques solides et des solutions durables.
- **Mobiliser les talents internes** autour d'une vision ambitieuse et partagée de croissance et d'excellence.

Un avenir inspirant pour Panzani Cameroun

Avec **M. NJOUOKOU KOUOTOU** à sa tête, Panzani Cameroun s'engage à poursuivre son développement en conjuguant innovation, responsabilité sociétale et satisfaction client. Sa nomination reflète notre ambition de maintenir **Panzani Cameroun** comme un acteur majeur, porteur de qualité, de confiance et d'impact positif sur les communautés que nous servons.

Nous souhaitons plein succès à **M. NJOUOKOU KOUOTOU** dans ses nouvelles fonctions, convaincus qu'il contribuera à écrire une nouvelle page de succès pour Panzani Cameroun.

Panzani Cameroun – Plus qu'un nom, une marque de confiance.



CHANAS ASSURANCES S.A

Henri Théodore Bayouak officiellement installé dans ses fonctions de Directeur Général

Igor Emmanuel SOYA BISSAYA, Président du conseil d'administration de Chanas Assurances S.A, a officiellement procédé le 30 décembre 2024, à l'installation du nouveau directeur général confirmé de la compagnie d'assurances Chanas en présence du représentant du gouverneur de la région du Littoral et de nombreux invités.



Installation du nouveau DG, Henri Théodore Bayouak

La confirmation et l'installation officielle de Henri Théodore Bayouak au poste de directeur général de Chanas Assurances s'inscrivent dans une vision stratégique ambitieuse pour la compagnie. Sous son leadership, «

première compagnie d'assurances du Cameroun a-t-il articulé.

Cette installation qui marque un nouveau départ

l'entreprise entend renforcer sa position de leader dans le secteur des assurances au Cameroun, notamment avec son programme de transformation digitale à l'horizon 2026 » indique la compagnie d'assurances.

Dans son allocution, le Président de conseil d'administration, Igor Emmanuel SOYA BISSAYA, a indiqué que cette installation survient dans un contexte où le marché des assurances au Cameroun offre d'énormes opportunités de développement pour la compagnie. « Nous vous demandons donc de tout mettre en œuvre pour que, dans les deux prochaines années, Chanas assurances redevienne la

première compagnie d'assurances du Cameroun » pour Chanas Assurances aura des répercussions pour l'industrie camerounaise des assurances à travers la vision particulièrement innovante du nouveau directeur général en matière de digitalisation, qui contribuera à la modernisation du marché en le rendant plus accessible et plus efficient. Sur le plan national en participant à la solidification du tissu économique local à travers le développement de nouvelles solutions d'assurances adaptées aux besoins émergents, la création d'emplois qualifiés, le soutien aux initiatives entrepreneuriales locales et la couverture assurantielle nationale. Pour les assurés, ce nouveau départ apportera une nouvelle dynamique dans la digitalisation des services, l'amélioration de la qualité de services, la mise sur pied des produits plus innovants et accessibles et surtout la meilleure expérience client.

Notons que Chanas Assurances S.A offre une gamme complète de solutions d'assurance couvrant tous les domaines de la vie quotidienne et professionnelle. Avec comme signature « le risque maîtrisé, l'avenir assuré » Chanas Assurances

s'est imposé comme un acteur de référence dans le secteur des assurances au Cameroun depuis 1999.

Selon le rapport de l'Association des sociétés d'assurances du Cameroun (ASAC), Chanas Assurances SA est le numéro 2 du marché de l'assurance non-vie au Cameroun au terme de l'exercice clos du 31 décembre 2023, avec 10,94% des parts de marché. L'entreprise autrefois leader sur ce segment est surclassée par le Français AXA Assurances (12,57% des parts de marché). Dans le processus de reconquête du leadership sur le marché camerounais, Chanas Assurances a obtenu, en juillet 2022, le quitus de ses actionnaires pour se lancer dans la branche de l'assurance Vie. Doté d'un capital social de 5,2 milliards de Fcfa, Chanas Assurances Vie ambitionne de « devenir le partenaire privilégié pour les particuliers et les entreprises (...) dans un contexte camerounais propice au développement d'une offre d'assurances diversifiée », apprend-on officiellement.

André Noir

PORT DE DOUALA

La RTC ambitionne acquérir cinq nouveaux portiques pour le quai 16 en gestation

La Régie du terminal à conteneurs (RTC) du Port autonome de Douala (PAD) envisage d'acquérir cinq nouveaux portiques, a annoncé Cyrus Ngo'o, directeur général du PAD, le 2 janvier 2025.

Cette déclaration a été faite lors d'une visite sur le terminal à conteneurs, marquant les cinq ans de mise en service de la RTC, après 15 années de concession accordées à Douala International Terminal (DIT), une coentreprise des groupes de logistique Bolloré et Maersk.

Les coûts d'acquisition des cinq portiques, dont deux à quai et trois à roues Rubber Tyred Gantry (RTG), n'ont pas été dévoilés. Mais sur la base des projections des huit RTG acquis à 12 milliards FCFA sur fonds propres par la RTC en 2023, les cinq portiques pourraient coûter moins de 10 milliards de FCFA. Ces équipements seront déployés sur le quai 16, dont les travaux de construction devraient démarrer dans les prochains jours.

Ces travaux s'inscrivent dans le cadre du projet d'extension du terminal à conteneurs. Ils sont cohérents en la construction de 250 mètres linéaires de quai supplémentaire, l'aménagement de 7,9 hectares de terre-plein arrière et la

création de 1 200 mètres linéaires de voies terrestres supplémentaires. Une fois achevés, ces aménagements porteront la longueur totale du terminal à au moins 1 000 mètres linéaires.

« Il s'agit d'anticiper. L'évolution du commerce donne à constater que dans les dix prochaines années, les volumes qui sont opérés au port de Douala, vont augmenter », a déclaré Cyrus Ngo'o. D'un coup de 47,2 milliards de FCFA, les travaux ont été confiés en décembre 2022 à l'entreprise française Negri, pour une durée d'exécution de 30 mois. Ces nouveaux équipements s'ajouteront aux 12 portiques actuels du PAD, dont huit RTG acquis en 2023 par la RTC à hauteur de 12 milliards FCFA sur fonds propres. Ce qui portera à 17, le nombre de portiques du port de la capitale économique camerounaise. Selon le PAD, ces équipements permettront à la RTC d'améliorer ses capacités en passant d'un traitement de 380 000 tonnes d'unités équivalentes à vingt pieds (EVP) en 2024 à un million de conteneurs d'ici 2030. Pour le DG du PAD, « les perspectives sont

reliantes pour le terminal à conteneurs du port de Douala après les engagements et les résultats obtenus en cinq ans ». Le terminal revendiqué, entre 2019 et 2024, un chiffre d'affaires cumulé de 277 milliards FCFA, 90 milliards FCFA de redevances versées au PAD au cours de la même période, et 58 milliards FCFA investis sur un projet d'investissement décennal de 89 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 65%.

Malgré ses performances, la RTC fait encore face aux défis de la modernisation de ses opérations, ainsi qu'à la réduction des coûts et délais de passage des marchandises, selon les acteurs de la place portuaire. Pour remédier à cela, le directeur général des douanes, Edwin Fongod Nuvaga, a



De nouveaux portiques pour la Régie du PAD

insisté sur la dématérialisation des procédures et l'amélioration de la qualité de service.

Paul Nkala

SECTEUR FINANCIER

Oris Finance S.A lance officiellement ses activités à Douala

Placé sous la présidence du gouverneur de la région du Littoral, Samuel Ivaha Diboua, la cérémonie d'inauguration de la microfinance Oris Finance S.A s'est tenue le 09 janvier 2025 dernier à Douala, en présence des autorités administratives et traditionnelles de la ville.



Inauguration d'Oris Finance S.A

Le secteur bancaire camerounais s'agrandit à Douala « avec l'avènement d'un nouvel acteur de la microfinance dénommé Oris Finance » dixit Samuel Ivaha Diboua, gouverneur de la Région du Littoral. Oris Finance S.A, EMF de 2e catégorie, a obtenu son agrément en octobre 2024 et dispose déjà de plusieurs agences dans le triangle Douala-Yaoundé-Bafoussam. La deuxième agence de la ville de Douala a vu le jour le 30 décembre 2024 à PK14.

couches les plus vulnérables et les sociétés d'accéder à des services financiers tel que l'épargne, le crédit et même l'assurance. Au regard de son expansion, Oris Finance veut être un partenaire de proximité en se positionnant déjà comme un acteur incontournable de la finance inclusive, avec une offre complète, adaptée et abordable de services. « Notre mission est de soutenir les particuliers, les petites et grandes

entreprises, ainsi que les acteurs économiques dans les zones urbaines et rurales, en leur proposant des solutions financières taillées sur mesure », indique André Alexis Megudjou, Administrateur Directeur général d'Oris Finance S.A., dont l'expérience dans le secteur de la microfinance n'est plus à démontrer.

Oris Finance S.A offre plusieurs solutions et instruments financiers: Oris Care, Oris Connect, Oris Étude, Oris Alert, Oris Secur, Oris Money, Oris Exchange, Oris Express, Compte d'épargne, Compte chèque/courant, compte à terme etc.

Avec cette gamme plurielle de produits et services, « Nous facilitons l'accès aux services financiers pour les populations exclues, notamment dans les zones rurales et périurbaines, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté », se positionne l'institution financière.

« Notre valeur ajoutée consiste à intégrer la microfinance dans le scope d'activité d'Oris finance S.A, en plus d'une version améliorée des missions dévolues à un établissement de microfinance classique. En résumé, nous nous distinguerons par une prise en charge de nos

clients, à travers des propositions de valeur adaptées à chaque cible du tissu économique camerounais, et une haute proximité grâce aux canaux alternatifs boostés par la digitalisation de nos services », ajoute le manager.

Dans la même veine, André Longstie, PCAD'Oris Finance S.A rassure : « Notre meilleure promesse est d'assurer la performance de l'institution tout en garantissant la sécurité de l'épargne publique grâce aux moyens matériels et humains déployés à cet effet. En matière de gouvernance d'entreprise, soyez rassurés, nous nous sommes entourés d'une équipe d'administrateurs hautement qualifiés pour une gouvernance de choix ».

Selon André Alexis Megudjou, l'idée de création de cette institution de microfinance de deuxième catégorie naît de l'union d'experts dans le domaine bancaire et de la microfinance et d'investisseurs leaders dans des domaines variés. A travers cet EMF, les actionnaires veulent contribuer à l'inclusion financière, avec pour objectif principal de rendre les services financiers accessibles à tous camerounais, quel que soit leurs revenus, leurs âges ou leurs lieux de résidence.

ENTREPRISE

FINANCEMENT DES PMES

Afriland First Bank obtient près de 40 milliards de Fcfa de la SFI

Afriland First Bank, leader du secteur bancaire au Cameroun, vient de sécuriser un financement de 37,5 milliards de francs CFA (60 millions de dollars) auprès de la Société Financière Internationale (SFI), une entité de la Banque mondiale dédiée au secteur privé. Ce prêt stratégique, approuvé le 2 janvier 2025, vise à renforcer l'accès des Petites et Moyennes Entreprises (PME) camerounaises au crédit, avec une attention particulière pour les entreprises dirigées par des femmes.



Augmenter les financements accordés aux PME camerounaises

13 milliards de Fcfa proviennent directement de la SFI, tandis que les 27 milliards de Fcfa restants seront mobilisés auprès d'autres prêteurs internationaux. Le prêt, libellé en euro, s'étalera sur une période de 5 ans, assorti d'une période de grâce de 12 mois, une bouffée d'air frais à Afriland First Bank pour financer son portefeuille de crédits à long terme.

L'objectif : augmenter les financements accordés aux PME camerounaises, avec au moins 25% des prêts destinés à des entreprises détenues par des femmes. Dans un contexte économique où ces structures peinent à trouver des financements adaptés, ce soutien pourrait ouvrir de nouvelles perspectives.

Pour réduire les risques liés à l'opération, le projet bénéficie d'une garantie collective de première perte allant jusqu'à 2 milliards de Fcfa, fournie par l'Association internationale de développement (IDA) via sa fenêtre du secteur privé (PSW). Cette garantie, administrée par la SFI, cherche à atténuer les risques dans un environnement économique complexe et à rendre l'investissement attractif pour les prêteurs. Selon la SFI, le niveau de concessionnalité du projet, c'est-à-dire la réduction des coûts pour les bénéficiaires, est estimé à 6,6%, un avantage pour les PME ciblées.

Avec un réseau de 85 agences sur l'ensemble du territoire camerounais et une base de plus de 650 000 clients, Afriland First Bank est un acteur de premier plan du secteur

bancaire local. Au 31 janvier 2023, elle avait franchi la barre symbolique des 1000 milliards FCFA d'encours de crédits, avec 21,7% du marché du crédit bancaire au Cameroun et un total actif estimé à près de 2000 milliards FCFA. La banque, qui se concentre historiquement sur les PME et l'entrepreneuriat, est majoritairement détenue par Afriland First Group (73,86%) de l'homme d'affaires camerounais, Paul Fokam, une société de holding basée à Genève. Les autres actionnaires incluent David Tiofo, homme d'affaires camerounais (7%) et plusieurs investisseurs individuels possédant chacun moins de 5% du capital.

Ainsi, ce prêt marque une avancée majeure pour Afriland First Bank dans son rôle de catalyseur du développement économique national. D'ailleurs, cette initiative s'inscrit dans une dynamique déjà amorcée en septembre 2024, lorsque la banque avait signé un contrat avec l'État camerounais pour gérer une ligne de financement de 14 milliards de Fcfa destinée aux PME dans des domaines stratégiques tels que la transformation du bois, l'agriculture et les énergies. En soutenant les PME, Afriland First Bank ambitionne de contribuer à la réduction des carences du système bancaire traditionnel, souvent jugé trop exigeant pour ces entreprises. Ces dernières, bien qu'essentielles pour la création d'emplois et la croissance économique, peinent à répondre aux conditions rigoureuses imposées par certaines institutions financières classiques.

Au Cameroun, les PME, qui représentent environ 90% du tissu économique camerounais, restent confrontées à des difficultés chroniques pour accéder aux financements.

André Noir

MEDAILLES D'HONNEURS

BGFIBank Cameroun honore 72 employés méritants

Dans une cérémonie fastueuse à Douala, BGFIBank Cameroun vient de marquer l'histoire en décorant 72 de ses employés. Un événement qui témoigne de la vitalité d'un des leaders bancaires de la zone CEMAC. Les différentes distinctions honorifiques leur ont été remises au cours d'une cérémonie tenue mercredi 08 janvier 2025 à Douala. Elle était présidée par le ministre camerounais du travail et de la sécurité sociale, Grégoire Owona qu'accompagnaient le gouverneur du Littoral et le préfet du Wouri.

Dans le détail, ce sont 02 médailles en Or, 45 médailles en Vermeil et 35 médailles en Argent déposées des mains du ministre Grégoire Owona au nom du Président de la République du Cameroun. Abakal MAHAMAT, l'Administrateur Directeur Général de BGFIBank Cameroun qui a ouvert le bal des décorations avec une médaille en Vermeil, a fait part de son ressenti. « Une cérémonie de remise de médailles dans une entreprise est un moment fort. Aujourd'hui, le travailleur mérite d'être célébré. Nous avons eu de très belles concrétisations surtout grâce au travail de ces travailleurs-là. Il était question pour moi ce jour de célébrer ce mérite par des médailles que l'État a bien voulu décerner au personnel de BGFIBank Cameroun. C'est un message d'encouragement et de soutien surtout à ces collaborateurs qui se vouent au quotidien pour que l'entreprise puisse briller dans le ciel camerounais », se félicite l'ADG de BGFIBank Cameroun. Il s'agit d'une récompense méritée pour leur dévouement et contribution collective à la croissance de la banque commerciale.

Joie et reconnaissance de tous les récipiendaires envers la haute hiérarchie qui est continuellement à pied d'œuvre pour que le personnel de la banque évolue dans un cadre propice au renforcement des compétences. D'ailleurs, Kerine NANA, en sa qualité de Présidente du Collège des délégués du personnel, a reconnu à leur juste valeur, les efforts consentis par le top management de BGFIBank Cameroun en faveur de l'optimisation des performances des travailleurs. Elle a également évoqué « l'intégrité, la responsabilité et l'esprit d'équipe » qui régnent au sein cet établissement de crédit installé au Cameroun depuis 2011 mais surtout rappelé la promesse tenue du top Management en ce qui concerne la couverture santé des employés et leur famille « A date, le personnel de BGFIBank Cameroun bénéficie d'une couverture santé par le biais d'une assurance maladie à 100% pour le personnel, leurs conjoints, leurs enfants et leurs parents » a-t-elle indiquée. Au chapitre des promotions internes, la Présidente du Collège des délégués



le ministre Grégoire Owona félicitant l'ADG de BGFIBank Cameroun

du personnel a indiqué que ce sont 146 employés qui ont été promu au sein de la banque depuis la dernière cérémonie de remise de médailles en janvier 2021 soit 67 en 2022, 55 en 2023 et 24 en 2024.

Dans sa prise de parole, le ministre Grégoire Owona a souligné l'importance de célébrer l'excellence au travail. Le membre du gouvernement a interpellé le personnel de la banque sur l'importance de préserver un bon climat social « Vous êtes appelés à renforcer le bon climat social, à apporter des solutions concertées aux difficultés inhérentes à votre travail » a-t-il mentionné dans son discours de circonstance.

Rendu à sa 14ème année d'existence, l'établissement bancaire a inauguré le 06 décembre 2024 par les soins du secrétaire général à la Présidence de la République du Cameroun Ferdinand Ngoh Ngoh, l'immeuble siège pour un espace de travail propice à plus d'épanouissement et de productivité. La filiale du Groupe BGFIBank défend les valeurs de travail, intégrité, transparence et esprit d'équipe pour toujours viser l'excellence en 2025.

André Noir

NSIA VIE CAMEROUN

Raïssa Koloko, nommée Directrice générale

Le groupe NSIA Assurances a récemment annoncé la nomination de Raïssa Koloko au poste de Directrice Générale de sa branche Vie au Cameroun. Ce choix s'inscrit dans la volonté du groupe de renforcer sa présence et son efficacité sur un marché en constante évolution.

Avant cette nomination, Raïssa Koloko a occupé des fonctions dans plusieurs structures d'assurances, à la fois en Afrique et en Europe. Elle était Directrice du Développement Commercial chez Sunu Assurances Cameroun, où elle a travaillé pendant cinq ans à la mise en place de stratégies commerciales et au développement de l'activité sur le marché local.

Son expérience inclut également des postes à l'international : elle a été Sales Development Manager chez MIASC

Health Mutual en France et Account Relationship Manager chez AXA France, où elle s'est spécialisée dans la gestion des relations clients et l'accompagnement des entreprises.

Raïssa Koloko est diplômée d'un Executive Master in International Business de l'ESCP Business School et détient un Bachelor en Marketing et Vente de l'ESGCI. Ces qualifications l'ont équipée pour appréhender des environnements complexes et conduire des équipes dans des contextes variés.

Dans son nouveau rôle, Raïssa Koloko aura pour mission de consolider la position de NSIA Vie Cameroun sur le marché des assurances ; développer des offres adaptées aux besoins spécifiques des clients locaux ; piloter la croissance de l'entreprise tout en répondant aux enjeux concurrentiels.

Cette nomination marque une nouvelle étape pour NSIA Vie Cameroun, qui mise sur une direction orientée vers l'efficacité et l'innovation.

Elise Nguélé



Raïssa Koloko, nouveau DG de Nsia Vie Cameroun

OBLIGATIONS INCLUSIVES

FinAfrique veut lever 20 milliards pour financer les TPE au Cameroun et en Côte d'Ivoire

La société de conseil et d'analyse des marchés financiers, FinAfrique SAS lance enfin les prémices de son projet Inclusive Bonds (Obligations inclusives). Prévues pour l'année en cours, cette opération vise à mobiliser des fonds pour accompagner les Très petites entreprises exerçant dans les secteurs du commerce transfrontalier et de la transformation artisanale pour le Cameroun et de l'agriculture en Côte d'Ivoire.



Fabrice Kom Tchuenta, DG de Fin Afrique

En effet, il s'agit d'une double levée de fonds de 10 milliards dans les bourses régionales des valeurs mobilières de l'Afrique Centrale et de l'Ouest qui aura lieu au cours de l'année. Ces opérations caractérisent la première phase du projet et sont destinées à soutenir les très petites entreprises (TPE) du Cameroun et de la Côte d'Ivoire.

Pour diriger ses opérations, FinAfrique a institué Acep Cameroun comme émetteur de la première obligation inclusive pour le Cameroun avec Société Générale Capital Securities Central Africa, société de bourse filiale du groupe bancaire français Société Générale, comme arrangeur. Dans le principe, les initiateurs apportent une couverture de 70% des risques financiers tandis que les émetteurs collectent les 30% restants auprès des bénéficiaires sous forme de garanties. L'objectif est de financer 1 000 TPE camerounaises via un prêt moyen de 10 millions de Fcfa par entreprise.

La société dirigée par l'ingénieur financier Camerounais Fabrice Kom Tchuenta, entend collecter les fonds nécessaires auprès d'un consortium d'investisseurs composés de particuliers, de gouvernements et de fonds de garantie internationaux.

Pour cette première étape, la Centre de recherches pour le développement international (Crdi) du Canada a annoncé la validation d'un décaissement de 899 600 \$ canadiens, environ 398 millions de Fcfa, pour sa contribution. A termes, les fonds mobilisés seront destinés aux acteurs du commerce transfrontalier et de la transformation artisanale identifiés par le ministère du Commerce. Les secteurs choisis sont les priorités de l'Accord de libre-échange continental africain (Zlecaf) ouvrant la voie sur un marché de 1,3 milliard de potentiels clients.

Pour ce qui est de l'opération en Afrique de l'Ouest, le processus de collecte et de répartition des fonds sera le même que celui appliqué en Afrique centrale avec pour émetteur et arrangeur Crédit Access et Ecobank Development Corporation. Initié en 2020, le lancement du projet Inclusive Bonds était prévu pour 2024 et a été reporté un an plus tard sans plus d'explications. Ce report serait justifiable aux contraintes d'accès au financement dont la disponibilité de la garantie financière pour les entreprises du secteur informel et les TPE qui constituent les couches entrepreneuriales vulnérables et à risque.

Placide Onguéné

RECOMPENSE

La SCB Cameroun honorée par un groupe de médias professionnels

L'association des Journalistes professionnels de la banque (AJ pro bank) a remis le mercredi 08 janvier 2025 à la Société Commerciale de banque (SCB Cameroun), filiale du groupe Attijariwafa bank, deux prix majeurs.



Remise de distinction au DG de la SCB Cameroun

Ils étaient une dizaine de journalistes membres et non membres de l'association des Journalistes professionnels de la banque (AJ pro bank) venus remettre au management de la SCB Cameroun deux prix majeurs. Il s'agit du Prix du Mérite Social attribué à la SCB Cameroun pour son engagement à la promotion et la gestion des compétences de ses employés d'une part, du prix d'Excellence dans le Développement Durable attribué au groupe Attijariwafa bank pour son engagement en faveur du développement du continent Africain et son soutien sans cesse croissant aux créateurs de richesses et de valeurs en Afrique d'autre part.

Loin d'être usurpés ou des attributions fantaisistes, ces distinctions sont le fruit d'un travail discret, passionné et continu qui a porté la SCB Cameroun dans le top cinq des banques opérant sur le marché national. Entré dans le giron du groupe marocain Attijariwafa Bank en 2011 avec 14 agences, la banque en compte aujourd'hui 54 réparties sur toute l'étendue du territoire du Cameroun. Cette multiplication des guichets a largement contribué à la bancarisation des populations camerounaises, y compris les moins fortunées. Tout comme elle a participé au développement de l'économie nationale par son soutien très actif au monde des affaires et aux PME en particulier. La création d'un Centre d'affaires spécialement dédié à l'accompagnement des PME en est un témoignage parmi tant d'autres.

Premier arrivé, premier servi ! Au-delà de la prolifération des agences opérationnelles, la montée en puissance de la SCB Cameroun aura été insufflée par un ensemble d'actions et d'initiatives novatrices, toutes orientées vers la satisfaction optimale de la clientèle. Un accent particulier a été mis sur la qualité du service aux usagers, se traduisant par une diminution drastique du temps d'attente dans les rangs. La banque a mis en place un dispositif numérique permettant d'obtenir un ticket à l'arrivée au sein de la banque ensuite attendre son tour pour être servi. Un moyen de réduire la longue file d'attente au guichet. Premier arrivé, premier servi ! Toujours grâce à la digitalisation, l'expérience client est en constante amélioration au sein de la SCB Cameroun. L'institution bancaire travaille à opérationnaliser dans les prochains jours un système visant à prendre son ticket de rang via son smartphone sans quitter son bureau et se rendre en agence à l'approche de son

tour à passer au guichet. Dans un avenir proche, la banque envisage un système visant à effectuer des transactions de son compte bancaire vers les money wallet des opérateurs de téléphonie mobile. Comme l'a souligné Alexandre Beziaud, arrivé à la tête de la SCB Cameroun en 2020, « il s'agit d'opérer une révolution sur la façon de servir. Nous voulons par la qualité de service, affermir l'attachement que les clients ont pour leur banque, nous assurer que le client soit heureux d'être là... »

Un dialogue social continu et inclusif Au plan social, la distinction de la SCB Cameroun est largement méritée à en croire les explications de Mme Ernestine Blondine Bondjo, directrice des Ressources Humaines qui s'est faite le devoir de dérouler quelques-uns des nombreux pans des actions de la banque notamment la formation professionnelle des collaborateurs dans différents périmètres et métiers, la mise en place de la plateforme Fly Rh pour la gestion des congés, des missions et des performances individuelles et très récemment le lancement d'une plateforme de formation en ligne « E-Learning » qui offre l'accès à un large catalogue de plus 3000 modules et contenus d'éditeurs mondiaux.

Pour la Manager RH, le dialogue social développé au sein de l'entreprise est caractérisé entre autres par l'expression libre et les échanges réguliers, qu'ils soient verticaux (collaborateurs vers la hiérarchie) ou horizontaux (entre collègues). Ce dispositif avec le concours des délégués du personnel permet aux salariés de se sentir écoutés et pris en compte. Etant donné le caractère souvent stressant du métier, des occasions de détente et de convivialité se sont multipliées afin que le personnel puisse se sentir pleinement épanoui et serein. Plus important encore, l'entreprise a mis sur pieds une plateforme de formation permanente et continue qui permet au personnel de s'améliorer continuellement et se sentir pleinement utile à l'entreprise. L'association des Journalistes professionnels de la banque (AJ pro bank) regroupe en son sein des journalistes issus de tous types de médias (radio, télévision, presse écrite, presse cybernétique). Elle entend agir comme un observatoire au service du secteur bancaire et de ses usagers.

Paul NKALA

GESTION PUBLIQUE

MAIRIE DE DOUALA

72 milliards FCFA pour l'entretien de la voirie et la gestion des déchets en 2025

Le budget de la mairie de la ville de Douala est équilibré en recettes et en dépenses à 72 milliards FCFA en 2025. Cette enveloppe budgétaire, en hausse de 8 milliards FCFA (12,5%) par rapport à 2024 (64 milliards FCFA), a été adoptée le 26 décembre 2024 par les conseillers de la



L'Exécutif communal double le budget en 5 ans

C'était à l'issue du Conseil de communauté consacré à l'examen et à l'adoption dudit projet de budget. Selon le maire de la ville, Roger Mbassa Ndine, en plus de couvrir les charges de fonctionnement, cette enveloppe sera affectée à six projets dont deux prioritaires en 2025.

Il s'agit de l'entretien, de la réhabilitation des routes de la capitale économique et de l'acquisition du matériel d'entretien de la voirie. « Nous comptons notamment réaliser un important programme de réhabilitation d'infrastructures de base en régie, grâce à la montée en puissance des opérations de la Régie des routes et des constructions. Nous entendons ainsi rattraper le retard pris du fait des processus de passation de marchés ou des défaillances, pour des multiples causes, de nombreuses entreprises adjudicataires d'importants marchés de travaux », a déclaré le maire de Douala. Sur les 700 km de routes bitumées à Douala, environ 225 km, soit plus de 30%, sont en état de délabrement avancé, selon la CUD, qui revendique la réhabilitation de plus de 35 km en 2024. La priorité sera également accordée à l'assainissement, à savoir la collecte et le transport des ordures. Selon Roger Mbassa Ndine, la société Hygiène et salubrité du Cameroun (Hysacam) a été « défaillante » dans son contrat avec la CUD, en mobilisant seulement 40% de ses camions pour enlever les ordures dans la ville. D'après la CUD, la production d'ordures ménagères dans la ville atteint les 2 700 tonnes par jour. Un niveau jugé élevé par la mairie, tandis que Hysacam revendique une collecte de 1 800 tonnes par jour, soit environ 70 % du volume total. En conséquence, 30 % des déchets restent non collectés, contribuant à maintenir la ville dans un état d'insalubrité.

Pour remédier à cette situation, le maire prévoit de doter la Régie de la propreté urbaine (RPU), mise en service en décembre dernier, de nouveaux camions. Roger Mbassa Ndine prévoit également de lancer un appel d'offres pour sélectionner un nouvel opérateur chargé de la collecte des ordures dans la capitale économique.

Cédric Boyomo

ELECTRIFICATION RURALE

28 milliards de Fcfa pour financer le projet Perace

Le décret présidentiel signé le 7 janvier dernier autorisant la signature d'un contrat de financement avec cet établissement bancaire va permettre au pays d'entrer en possession des fonds restants du financement additionnel nécessaire pour finaliser avec ce projet qui cible 240 000 nouveaux branchements en 2025.

Pour bientôt un nouveau financement pour le Projet d'électrification rurale et d'accès à l'énergie dans les zones sous-desservies au Cameroun (Perace) ? Tout porte à croire que oui si l'on se base sur le décret présidentiel du 7 janvier 2024, habilitant le ministre de l'Economie camerounais à signer un contrat de financement de 43 millions d'euros soit 28,24 milliards de Fcfa avec la Banque européenne d'investissement (BEI).

Le décret signé par le président Paul Biya, pourrait signifier la fin des discussions entreprises entre le Cameroun et la BEI pour le financement additionnel de ce projet d'électrification. En effet, financé par la Banque mondiale, le Perace a déjà bénéficié d'une enveloppe de 85 milliards de Fcfa qui a servi à l'électrification de 417 localités et la réalisation d'environ 120 000 branchements dans cinq régions (Extrême Nord, Nord, Est, Sud-Ouest et Nord-Ouest), sur un objectif de 160 000 à l'horizon 2025.

Seulement, ayant déjà atteint cet objectif (160 000 branchements) à fin juin 2024, selon les données publiées dans le rapport du 1er semestre du concessionnaire du service public de l'électricité au Cameroun, Energy of Cameroun (Eneo), les objectifs ont été revus à la hausse. « Les performances du premier semestre 2024 portent à 163 000 le nombre de connexions au réseau Eneo réalisées dans ce cadre depuis 20 mois, permettant ainsi d'atteindre les objectifs

initiaux du projet Perace. L'objectif est désormais d'atteindre le cap de 240 000 branchements à la fin du mois de juin 2025 », peut-on lire.

Pour atteindre le nouveau cap fixé à ce projet des fonds supplémentaires ont aussi été requis d'où les consultations engagées entre le gouvernement, la BEI et l'Union européenne pour mobiliser la somme requise de 39 milliards de Fcfa. A cet effet, l'UE avait mobilisé une subvention de 10,6 milliards de Fcfa, il ne restait plus que la BEI qui devait se prononcer. Au vu du décret, l'accord de prêt sera signé très prochainement. Notons ici que ce financement additionnel permettra de finaliser les travaux d'électrification rurale dans les régions de l'Adamaoua et du Nord, et la réalisation d'environ 100 000 branchements. Ce nouvel appui de la BEI viendra renforcer le portefeuille de cette institution financière européenne au Cameroun. Selon les données disponibles depuis 1965, la BEI revendique un portefeuille de 720 millions d'euros (environ 472,2 milliards de FCFA) d'appuis aux investissements publics et privés au Cameroun.



Pour les projet d'électrification rural

Rappelons que le Perace pour objectif d'accroître de 5% le taux national d'accès à l'électricité d'ici juin 2025. Ce en électrifiant 687 localités dans six régions du Cameroun (Extrême Nord, Nord, Adamaoua, Est, Sud-Ouest et Nord-Ouest), à travers la construction et la réhabilitation des lignes de moyenne et basse tensions. Avec ce projet, le gouvernement ambitionne de faire bénéficier des services électriques à plus de 2,5 millions de personnes. Six composantes sont alors greffées à ce projet : extension des réseaux interconnectés ; électrification rurale décentralisée ; soutien aux ménages pour les coûts de raccordement ; renforcement des capacités institutionnelles et gestion du projet ; réponse d'urgence contingente et indemnités et compensations.

Rémy Ngassana

FINANCEMENT DES ROUTES

Le Cameroun a besoin d'un Fonds routier autonome

Dans son message à la Nation le 31 décembre dernier, le président de la République a annoncé avoir donné instruction pour la réorganisation de cette institution, mais sans préciser qui serait chargé de mettre en œuvre la réforme.

Réorganisation du Fonds routier annoncée : du sérieux ou juste un coup de com' pour faire patienter un peu plus les contribuables ? « Je puis vous assurer que l'état de notre réseau routier ne reflète pas les efforts et les sacrifices qui sont consentis... Pour faire face à cette situation, j'ai instruit la réorganisation du Fonds routier, dans le sens d'accroître sa capacité à mobiliser les financements nécessaires à la réalisation des projets de construction, de réhabilitation et d'entretien des routes », a déclaré le président de la République le 31 décembre 2024.

A l'analyse, cette décision s'inscrit dans la continuité des efforts entrepris par le ministre des Travaux publics, Emmanuel Nganou Djoumessi qui avait déposé un projet de loi le 6 avril 2022 au Sénat pour demander l'autonomie du Fonds routier.

En effet, le réseau routier national est passé de 30 000 km en 2017 à 121 873 km en 2024. Cependant, cette croissance est accompagnée de défis majeurs, notamment la dégradation accélérée et la diminution alarmante des ressources allouées à son entretien.

En effet, les financements alloués ont chuté de 60 milliards de Fcfa en 2017 à seulement 30,6 milliards de Fcfa en 2024. Malgré ces défis, les résultats de 2024 sont encourageants, avec 446 kilomètres de routes bitumées sur toute l'étendue du territoire national. Près de 228 kilomètres de routes ont été réhabilitées.

Le linéaire de routes entretenues est de 2 126,27 km. En outre, 370 km de routes en terre ont également été entretenues par les sociétés forestières et de développement. Les interventions d'urgence en régie ont



Pour la continuité du travail

porté sur 59 projets pour un linéaire de 1 130,53 km de routes et 669 ml d'ouvrages d'art.

Inverser la tendance actuelle

A la vérité, l'outil crucial pour financer l'entretien et la construction des routes, est actuellement placé sous la double tutelle financière du ministère des Finances (Minfi) et technique du ministère des Travaux publics (Mintp). Cette structure de gouvernance soulève des questions sur l'efficacité de la gestion de ce Fonds.

La première question qui vient à l'esprit est de savoir qui va mettre en œuvre la réforme de cette structure. Le Mintp (qui assume les résultats) ? Le Minfi (qui paie les décomptes à son gré) ? Ou la Primature (qui laisse faire) ? Une autre question essentielle se pose : est-il judicieux de réformer le Fonds sans avoir au préalable procédé à un audit approfondi de ses activités et de sa gestion ? *

En effet, le Fonds routier connaît des difficultés pour mobiliser les ressources nécessaires à l'entretien des routes, alors que le réseau routier national éligible à l'entretien est en croissance. Heureusement,

des efforts ont déjà été entrepris pour réformer ce Fonds.

En mai 2022, Esaïe Moussa Aubain, administrateur du Fonds routier du Cameroun, a lancé un appel à manifestation d'intérêt pour sélectionner des consultants chargés d'élaborer une stratégie de passage à un Fonds routier de deuxième génération, financièrement autonome.

Ce nouveau modèle vise à collecter lui-même les ressources nécessaires à l'entretien des routes et à les mettre à disposition des acteurs opérationnels. Cela permettrait d'inverser la tendance actuelle, caractérisée par un rétrécissement des ressources, et de garantir une plus grande autonomie.

Les fonds routiers de deuxième génération, comme celui proposé pour le Cameroun, sont caractérisés par une base juridique solide, une surveillance étroite, une gestion financière saine et des audits réguliers. Ils visent à améliorer l'efficacité et l'efficience de la gestion du réseau routier.

Omer Kamga

BARRAGE DE NACHTIGAL

Nouveau report de la mise en production complète

A date, cinq groupes sur les sept attendus de cette importante infrastructure énergétique ont déjà été lancés pour une capacité globale de 300 MW.



Fin février 2025, on devra mettre entièrement en service le barrage de Nachtigal

Initialement annoncé pour fin décembre 2024, la mise en production complète des 07 groupes de l'aménagement hydroélectrique de Nachtigal (région du Centre Cameroun) reste incertaine pour fin janvier 2025 selon les propos de Gaston Eloundou Essomba, le ministre de l'Eau et de l'Energie (Minee) qui intervenait à la télévision nationale le 1er janvier dernier. D'après le membre du gouvernement, « les cinq premières machines sont déjà en production avec 300 MW. La 6ème machine, on va la synchroniser dès demain (2 janvier 2025, Ndlr) et la 7ème machine devrait définitivement entrer en production

en février. Donc, fin février 2025, on devra mettre entièrement en service le barrage de Nachtigal », a-t-il projeté.

Cette sortie du Minee vient une nouvelle fois modifier le chronogramme de livraison de cette importante infrastructure énergétique. En effet, à l'occasion de la cérémonie de lancement du 1er groupe le 10 mai 2024, il rassurait que la mise en service progressive des 07 groupes d'une capacité de 60 MW chacun, se ferait à une cadence d'une machine par mois. « En octobre, on aura certainement le 4e groupe avant la fin du mois. Et les choses évolueront ainsi pour

qu'au plus tard, fin janvier 2025, les sept groupes soient en production », faisait-il savoir au cours de la mise en production du 3e groupe le 19 septembre 2024.

Pour l'heure, ni le Minee encore moins Nachtigal Hydro Power Company (Nhpc), société en charge de la construction de ce barrage, n'ont évoqué les raisons liées à ce énième décalage dans la livraison des sept machines. Mais il est probable que le retard accusé dans le lancement du second groupe, ait impacté le calendrier des travaux. Attendu au départ pour fin juin, le lancement du second groupe est intervenu plus d'un mois après, soit précisément le 10 août 2024. Une source bien introduite au sein de l'entreprise adjudicataire expliquait ce retard par des tests non concluants ayant freiné la mise en service du groupe 2. « La mise en service du Groupe 2 devait se faire en juillet et le groupe a été effectivement couplé au RIS à la mi-juillet. Mais les essais qui ont suivi n'ont pas permis de mettre en service à la fin de ce mois », apprenait-on.

Soulignons que dès sa mise en service intégrale, le barrage de Nachtigal va injecter une puissance énergétique d'une capacité de 420 MW dans le Réseau Interconnecté Sud (RIS). Toutefois, cette production ne garantit pas d'emblée la fin des coupures d'électricité. La raison, il faudrait que l'énergie produite soit transportée et distribuée aux ménages et aux industries. D'où le plan de redressement du secteur de l'électricité visant à développer les infrastructures y relatives. La phase 1 du projet est axée sur le plan d'action prioritaire 2023-2026 pour un montant de 460 milliards de Fcfa.

Or, à en croire Gaston Eloundou Essomba, le gouvernement n'avait déjà mobilisé à fin octobre 2024, que 229 milliards de Fcfa soit 49,7% de l'enveloppe globale nécessaire. Entretemps, les accords entre l'Etat du Cameroun et Nhpc prévoient que ce dernier percevrait 10 milliards de Fcfa par mois dès la livraison du projet et ceci, que l'énergie produite soit consommée, évacuée ou non. Toute chose qui constituerait une perte pour les pouvoirs publics en cas d'absence ou insuffisance des équipements appropriés.

TRANSPORT DE L'ÉLECTRICITÉ

Rémy Ngassana

BUDGET 2025

Près de 1 400 milliards de Fcfa alloués aux ministères des Travaux Publics en 2025

Le ministère des Travaux publics détient la plus grande enveloppe avec 638,6 milliards de Fcfa, soit 45,9% du budget du secteur et 8,8% du budget général établi à 7 317,7 milliards de Fcfa.

1 390,7 milliards de Fcfa. C'est l'enveloppe budgétaire dédiée aux six ministères chargés des infrastructures au Cameroun dans le budget 2025. Selon la classification du Budget citoyen élaboré par le ministère des Finances, il s'agit : du ministère des Postes et Télécommunications (Minpostel) des Transports, des Travaux publics (Mintp), du ministère de l'Eau et de l'Energie (Minee), l'Habitat et le développement urbain (Minhdu) et le ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires foncières (Mindcaf). Le Mintp en tête de liste

Le montant destiné au secteur des infrastructures est en hausse de 243,6 milliards (+21,2%) par rapport à l'exercice 2024. Dans la foulée, le Mintp a la plus grande enveloppe ; 638,6 milliards de Fcfa (45,9% du budget du secteur et 8,8% du budget général), suivi du Minee (493,4 milliards de Fcfa), le Minhdu (157,8 milliards de Fcfa) tandis que ces trois bénéficient d'une enveloppe en dessous de 100 milliards de Fcfa. En principe, les ressources financières allouées à ces secteurs clés ne sont pas fortuites. Ils constituent des leviers du développement économique du pays.

A en croire le chef de l'Etat Paul Biya, ses

secteurs infrastructurels ont pourtant du chemin à parcourir au regard de nombreux défis qui leur restent à relever. « Je suis conscient du sentiment de frustration qui vous habite, au regard de la dégradation de nos voiries urbaines et interurbaines. Je puis vous assurer que l'état de notre réseau routier ne reflète pas les efforts et les sacrifices qui sont consentis pour sa réhabilitation et son extension », a-t-il déploré le 31 décembre 2024 dans son traditionnel discours à la Nation.

En effet, l'allusion est faite ici au ministère des Travaux publics qui, sur un objectif de 656,96 km de routes à bitumer selon la Stratégie intégrée des infrastructures de transport multimodal élaborée, n'a livré que 446 km soit un taux de réalisation de 67,8%. De plus, avec moins de 2 000 MW de puissance énergétique installée, le ministère de l'Eau et de l'Energie est encore loin des 5 000 MW visés en 2030. Le ministère de l'Habitat n'est pas en reste. Alors que le Cameroun affiche un déficit de 2,5 millions de logements, le Minhdu, tutelle de la Société immobilière du Cameroun (SIC), n'a exécuté que 20% de l'objectif en 2024. En clair, sur 550 logements attendus, seuls 110 logements ont été construits soit un écart de 440 unités.

BONNE GOUVERNANCE

Avec un budget de 25,2 milliards de Fcfa en 2025, le Mindcaf n'a collecté 10,6 milliards de Fcfa de recettes publiques à fin octobre 2024 sur une cible de 20 milliards de Fcfa soit un taux de recouvrement de 53,48%. Paul Biya n'a pas fait la sourde oreille à l'actualité bruyante du département ministériel tenu par Henri Eyebe Ayissi au cours de l'année 2024. « Améliorer la gouvernance, c'est aussi amplifier la lutte contre la corruption et les détournements des deniers publics. C'est garantir une sécurité juridique aux investissements privés. C'est assurer la protection de la propriété foncière, où certaines dérives ont été constatées », a signifié le président de la République.

Pour sa part, le ministère des Transports ayant opté pour la suspension des permis de conduire et d'activités des agences impliquées dans de graves accidents de la



Bitumage de la route

route, saura certainement trouver d'autres alternatives pour résorber le phénomène. « Plusieurs de nos compatriotes ont perdu la vie cette année, à la suite d'accidents dont certains étaient pourtant évitables », a souligné Paul Biya. Du reste, le Minpostel aura sans doute pour principal challenge de baliser le terrain pour une stabilité des services de télécommunications.

Omer Kamga

Eco-tidien
Journal d'information économique et financière

Siège Social et Rédaction, Akwa - Douala
Récépissé de déclaration
N°000127/RDDJ/C19/BRP du 06 Avril 2011
B.P : 13096 Douala
Tél. : 677 239 567 / 696 820 394
Mail : journal.ecotidien@gmail.com
Web : www.ecotidien.com

DIRECTEUR DE PUBLICATION
ET REDACTEUR EN CHEF
Bertrand ABEGOUMEGNE

CONSEIL EDITORIAL
Cyrille ONANA, Ludovic FANSI
Alain MINOUE

REDACTION CENTRALE
Elise NGUELE, Cédric BOYOMO,
Christian ADONG, Hassan MAMA
Vanessa EBOULIE, Paul NKALA
André Noir, Placide ONGUENE

MISE EN PAGE
Jules HERVÉ INFX.

IMPRIMERIE
Macacos

DISTRIBUTION
Messapresse

TIRAGE
1000 exemplaires

Une Publication de l'Agence Rhéma Services



CONJONCTURE

MOBILE MONEY

Le Cameroun revoit à la hausse la taxation des opérations de retrait et de transfert

Selon les termes de la loi de finance 2025 de l'État du Cameroun, les opérations de retraits et de transferts d'argent via le téléphone mobile coûtent plus cher aux utilisateurs depuis le 1^{er} janvier 2025.



« Cher client, suite à la loi de finances 2025, dès le 1^{er} janvier 2025, les tarifs transferts et retraits OM augmenteront de 4 FCFA par transaction », peut-on lire dans un message envoyé le 1^{er} janvier 2025 à ses clients, par un opérateur de téléphonie mobile très présent sur le segment du mobile money.

Cette révision à la hausse de la tarification des opérations de mobile money au Cameroun est confirmée par la circulaire du ministre des Finances,

Louis Paul Motazé, relative à l'exécution de la loi de finances 2025. Publié le 31 décembre 2024, ce document révèle, en ce qui concerne le service mobile money, « l'institution d'un droit spécifique par transaction de 4 FCFA, en sus du taux proportionnel existant. Ce droit s'applique également aux transactions réalisées par les banques, les établissements de crédit et de microfinance, jusqu'à l'exonération du taux proportionnel ».

En clair, les 4 FCFA par transaction que doivent désormais payer les utilisateurs du mobile money, en cas de transfert ou de retrait d'argent via le téléphone mobile, viennent s'ajouter à la taxe sur le transfert d'argent par voie électronique (TTA), instituée au Cameroun depuis le 1^{er} janvier 2022. Cet impôt représente 0,2% du montant de la transaction.

Pendant, dans la loi de finances 2025, ce taux a été porté à 1%, uniquement « pour les opérations de

dépôt et de retrait d'argent liées aux jeux de hasard et de divertissement, en raison de la spécificité des flux financiers y afférents », précise la circulaire publiée le 31 décembre 2024 par le ministre des Finances.

La revalorisation de la taxation du mobile money au Cameroun depuis le début de l'année 2025 confirme la perception de niche fiscale que les pouvoirs publics ont désormais de cette activité, en expansion continue dans le pays depuis des années. Ceci, malgré les craintes exprimées par certains bailleurs de fonds sur l'opportunité de taxer un tel service.

Par exemple, dans un rapport publié au mois de mars 2022, au lendemain de l'institution de la TTA au Cameroun, le Fonds monétaire international (FMI) estime que « taxer l'argent mobile peut être fiscalement inéquitable et entraver le faible niveau actuel d'inclusion financière ». Pour cette institution de Bretton Woods, « les segments pauvres et non bancarisés de la population, qui vivent souvent dans des zones rurales et sont confrontés à des coûts de transaction élevés de la part des banques formelles, sont négativement affectés par la mesure ».

Cédric Boyomo

BVMAC

Plus de 80 milliards de Fcfa reversés aux investisseurs en 2024

Sur une année morose dans l'ensemble avec une capitalisation boursière en repli de 4,9%, les investisseurs en instruments de dette ont bénéficié de cette enveloppe versée par les États



Entre janvier et décembre, les investisseurs en instruments de dette de la Bourse des valeurs mobilières d'Afrique centrale (Bvmac) ont perçu 80,2 milliards de Fcfa d'intérêts. Selon les données communiquées par la bourse commune aux États de la Cemac, ce montant correspond à une augmentation de 4,8% par rapport aux 76,5 milliards de 2023. Ces intérêts sont tirés de l'enveloppe versée par les États du Cameroun, du Gabon et du Tchad, la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (Bdeac) et par l'établissement financier camerounais Alios Finance SA.

Cette enveloppe croissante est adossée à un « fort dynamisme des échanges observé sur le segment des titres de créances », indique le média panafricain Sikafinance. On enregistre en effet une hausse de 14% l'encours des dettes obligataires à 1 490 milliards de Fcfa grâce à l'inscription de 11 nouvelles lignes obligataires, ainsi qu'une hausse de 100% du volume d'obligations échangées, soit 16,86 milliards de Fcfa contre 8,4 milliards réalisés en 2023. Sur ce compartiment, les créances les plus échangées ont été celles de l'État du Cameroun totalisant 79,9% des transactions.

Cette effervescence sur le segment des créances a permis à la Bvmac d'enregistrer le volume de transactions le plus élevé sur les 3 dernières années, soit 17,491 milliards de Fcfa après 12,4 milliards de Fcfa de 2023 (+41%) et 5 milliards de Fcfa en 2022 (+249,8%). Cependant, l'on relève également une morosité sur le marché des actions avec une capitalisation boursière en repli de 4,9% à 950,87 points, passant de 66,47 milliards de Fcfa en 2023 à 64,3 milliards de Fcfa à fin décembre 2024 a révélé la Banque lors de la dernière séance de cotation de l'année écoulée.

A noter que, la tendance promet d'être toute autre en 2025 avec l'arrivée de 2 nouvelles sociétés dans le compartiment des actions. Il s'agit de Bgfi Holding et Commercial Bank qui vont respectivement ouvrir 10% et 30% respectivement de leur capital au public au courant de cette année.

Paul Nkala

RISQUES SOUVERAINS

Les pistes de solution de la Beac

Au cours de sa conférence de presse au terme de la quatrième session du Comité de politique monétaire (CPM), le 23 décembre 2024, son gouverneur a indiqué qu'un groupe de travail a été mis sur pied à cet effet.

Après un report d'une semaine en raison de la tenue de la session extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat de la Cemac, la Beac a finalement tenu sa quatrième session ordinaire de son Comité de politique monétaire (CPM) le 23 décembre 2024 sous la présidence d'Yvon Sana Bangui, son président statutaire.

Au-delà du maintien des taux directeurs, il y ressort une consolidation de la croissance sous régionale à 2,7% en 2024 après 2% en 2023 du fait de la bonne tenue des activités non pétrolières, une atténuation des tensions inflationnistes à 4,4% en moyenne annuelle contre 5,6% en 2023, une amélioration de la situation des finances publiques avec un solde budgétaire base engagements, hors dons qui deviendrait excédentaire à 0,3% du PIB en 2024, après -0,3% un an plus tôt.

L'on note aussi une diminution de l'excédent du compte courant, dons officiels compris à 1,1% du PIB, après 1,4% un an auparavant. La masse monétaire quant à elle, devrait augmenter 15,5% contre 9,1% en 2023, tandis que le taux de couverture extérieure de la monnaie s'établirait à 71,2% contre 74,8% à fin 2023.

De même, le niveau des réserves en mois d'importations de biens et services baisserait à 4,4 mois en 2024 contre 4,9 mois en 2023.

La traditionnelle conférence de presse au terme de ladite session, a permis au gouverneur de la Banque centrale d'aborder plusieurs autres problématiques en lien avec la forte exposition des banques aux risques souverains, l'indépendance de la banque centrale et le point sur les négociations entre cette dernière et les compagnies du secteur extractif au sujet de la réglementation des changes.

Concernant le premier point, il a indiqué qu'un groupe de travail a été créé à l'effet de proposer des solutions contre ce fléau qui affecte certaines normes prudentielles.

Comme solutions, il recommande le développement du marché secondaire qu'il juge moins attrayant face à la saturation du marché primaire. A cela s'ajoute le respect par les États des calendriers d'émissions des titres publics, ainsi qu'une meilleure gouvernance budgétaire et de la dette publique entre autres.

LA MISE EN CIRCULATION DES NOUVELLES PIÈCES CETTE ANNÉE

Initialement annoncée pour le mois de décembre 2024, la nouvelle gamme des



pièces de monnaie pourrait finalement être mise en circulation en 2025.

Réuni en sa session ordinaire du 20 décembre dernier à Libreville au Gabon sous la présidence de Mays Mouissi, ministre gabonais de l'Economie et des Participations, son président en exercice, le Conseil ministériel de l'Union monétaire de l'Afrique centrale (Umac) après avoir adopté le règlement portant code des marchés de la Beac, a « autorisé la mise en circulation en 2025 de la nouvelle gamme de pièces de monnaie Beac type 2024 », peut-on lire du communiqué publié à cet effet. Dans cette optique, la Banque des États de l'Afrique centrale (Beac) s'appête à lancer un appel d'offres en vue du recrutement des spécialistes en communication pour l'aider à la vulgariser. D'après des informations puisées à bonne source, la nouvelle gamme inclut la pièce de 200 Fcfa.

Placide Onguéné

MARCHE DU TRAVAIL

Les chiffres de la marginalisation des femmes au Cameroun

« Genre et marché du travail au Cameroun : Constats et suggestions ». Tel est l'intitulé d'un rapport publié le 7 janvier 2025 par l'Institut national de la statistique (INS), dans lequel l'organisme en charge de l'élaboration de la statistique officielle au Cameroun révèle les inégalités entre hommes et femmes sur le marché local du travail.



Le travail des femmes, marginalisé

En s'appuyant sur les données compilées dans la 3^e Enquête sur l'emploi et le secteur informel (EESI3) réalisée en 2021, le rapport de l'INS sus-mentionné révèle, par exemple, qu'au Cameroun « la part de la main d'œuvre, encore appelée taux de participation de la main-d'œuvre, est

plus élevée chez les hommes (61,4%) que chez les femmes (47,3%) ». Cette participation inégalitaire de 15 points d'écart entre les hommes et les femmes au marché du travail est observée dans le pays, « quel que soit le niveau (d'instruction) considéré », souligne l'INS. Dans le même temps, la proportion des hommes en situation d'emploi au Cameroun est de 15 points supérieure à celle des femmes. En effet, selon le rapport, 58,3% des hommes disposent d'un emploi, contre seulement 43,7% de femmes. « Suivant l'âge, les femmes âgées de 35 à 59 ans présentent

les taux d'emploi les plus élevées (67,1%), bien que ce taux soit inférieur de 21,8% à celui des hommes de la même tranche d'âge (85,8% (...)) Les inégalités de sexes observées selon le secteur d'activité montrent que les femmes sont plus nombreuses que les hommes dans les secteurs primaires et le commerce. Par branche d'activité, elles sont majoritaires par rapport aux hommes dans celles nécessitant peu de qualification, notamment l'agriculture, l'agroalimentaire, le commerce de détail et l'alimentation », soulignent les rapporteurs de l'INS.

En matière de revenus engrangés dans le cadre de leurs activités professionnelles, les femmes sont une fois de plus moins bien loties que les hommes. « Le revenu mensuel moyen de l'emploi principal des femmes de 14 ans ou plus s'élève à 54 528 FCFA, soit un niveau inférieur de 40,9% à celui des hommes (92 202 FCFA). Cette tendance est observée quel que soit le niveau d'instruction et le secteur institutionnel. Toutefois, il convient de noter que les écarts les plus importants sont enregistrés chez les

personnes non scolarisés, celles ayant le niveau du primaire, ainsi que celles occupant un emploi dans l'informel agricole ou dans l'informel non agricole », peut-on lire dans le rapport.

Afin de redorer quelque peu le blason des femmes sur le marché du travail au Cameroun, l'INS esquisse des pistes de solutions. Le statisticien public suggère par exemple au gouvernement la poursuite de la politique d'accès équitable des filles et des garçons, des hommes et des femmes à l'éducation et à la formation professionnelle ; l'intensification de la mise en œuvre du programme d'inclusion financière et des concertations avec le système bancaire pour faciliter l'accès au crédit aux femmes entrepreneurs ; le renforcement des politiques spécifiques de soutien aux entrepreneurs dans le secteur informel, afin qu'elles puissent migrer vers le secteur formel ; ou encore la poursuite de l'arrimage des programmes d'adéquation entre l'éducation, la formation et l'emploi, etc.

Paul Nkala

FORMATION

Une nouvelle ère pour l'employabilité des jeunes

Dans un contexte de transformation numérique, le centre de formation Inch Class et l'Organisation internationale de la Francophonie (Oif) mutualisent leurs efforts pour offrir des formations aux jeunes de l'arrondissement de Douala 4^{ème}

Intitulé « D-Clic », ce programme vise à renforcer les compétences numériques et à améliorer l'employabilité des jeunes dans l'arrondissement de Douala 4^{ème}. La cérémonie solennelle marquant le lancement de ce programme s'est déroulée hier, 6 janvier 2024, à Douala. C'est un projet ambitieux porté par l'Oif, qui a pour objectif de former 250 jeunes dans divers domaines du numérique, notamment le développement web, le marketing numérique et le design web. En offrant des formations adaptées aux besoins du marché de l'emploi, D-Clic entend répondre aux défis de la révolution numérique.

Dans son discours, Anne Nkodo Lunan, chargée de mission à Inch Class, a souligné l'importance de cette initiative. « Aujourd'hui est un grand jour pour vous, les apprenants, qui avez eu le privilège d'être sélectionnés parmi les 2 302 candidatures enregistrées. Vous avez pris des engagements de suivre votre formation de bout en bout, et Inch Class s'engage à vous donner toutes les compétences techniques et transversales nécessaires à votre insertion professionnelle », a-t-elle déclaré.

Et de poursuivre en mettant en avant l'impact social du programme. « Nous essayons de briser la fracture numérique pour les populations vulnérables. Cela veut dire que c'est un centre de formation assez spécial. Nous allons chercher des fonds pour offrir des formations pointues à des personnes qui ne peuvent pas payer ces formations. Au Cameroun, nous n'avons

pas toujours les moyens de nous former, car la formation coûte cher, surtout dans le numérique. Il faudrait qu'il y ait des âmes de bonne volonté pour aller chercher des fonds et venir offrir ces opportunités à ces étudiants, ces chercheurs d'emploi qui viennent profiter des formations. Ce programme est particulier, car il est lancé par l'Organisation internationale de la francophonie (Oif). C'est pour cela que, pour ce programme, on parle beaucoup français. Les jeunes vont être formés dans trois référentiels : développeur web, marketing numérique et web design. Nous avons déjà formé. » Avec des formations allant de 14 à 18 semaines, le programme D-Clic s'adresse principalement aux jeunes âgés de 18 à 35 ans.

Stimuler l'innovation et l'entrepreneuriat. Les référentiels incluent le développement web pour 90 jeunes, le web design pour 48, et le marketing numérique pour 112. Ce projet s'inscrit dans une vision plus large de réduction des inégalités et de promotion de l'entrepreneuriat. Lunan a également remercié les partenaires institutionnels impliqués dans cette initiative.

« Nous remercions vivement l'Oif pour cette belle opportunité qu'elle nous offre en tant que centre de formation, ainsi que pour vous, les apprenants, qui allez bénéficier gratuitement de formations ayant un certain coût financier. »

Lors de la cérémonie, Géraldine Mafo, représentante du maire de Douala 4, a également salué cette initiative et rappelé l'engagement de la mairie à soutenir les



Développer la formation professionnelle des jeunes

bénéficiaires après leur formation.

« L'Organisation internationale de la francophonie, via son partenaire Inch Class, donne à la jeunesse camerounaise un coup de pouce en ce qui concerne les formations professionnalisantes, surtout dans le domaine du numérique. 70 jeunes, au bout de quatre mois, seront qualifiés pour les emplois. L'apport ou l'accompagnement de Douala 4 ne va pas s'arrêter après ces quatre mois. Connaissant la qualité de la formation que ces jeunes ont reçue, ce que la mairie de Douala 4 va faire, c'est continuer de trouver toutes les voies pour le recrutement de ces jeunes, pour que cette formation ne se perde pas. Ils sont qualifiés, ils ont été bien formés, ils ont montré leur engagement. Voilà pourquoi la mairie va continuer de les encadrer jusqu'à leur insertion professionnelle. »

Le programme D-Clic, à travers l'Oif,

vise à former des jeunes aux compétences numériques tout en stimulant l'innovation et l'entrepreneuriat. Il met également l'accent sur l'importance de la collaboration avec des Ong, des entreprises locales et des incubateurs pour assurer un impact durable.

Les résultats des formations précédentes à Inch Class témoignent de l'efficacité de la pédagogie mise en œuvre. Le centre affiche un taux d'achèvement de 96 % et un taux d'insertion professionnelle de 92 %, renforçant ainsi la confiance dans le succès du programme D-Clic. Alors que le monde s'oriente de plus en plus vers une économie numérique, des initiatives comme D-Clic sont essentielles pour préparer les jeunes à relever les défis de demain.

Christian Trésor Adong

CONJONCTURE

CONTREPERFORMANCE

Alucam perd 23,6 milliards de Fcfa en 2023

Cette situation inquiétante met en lumière des difficultés structurelles persistantes, alors même que ses exportations génèrent des revenus non-négligeables.



L'entreprise cumule des pertes importantes

La Compagnie camerounaise de l'aluminium (Alucam), unique producteur d'aluminium dans la zone Cemac, a terminé l'année 2023 dans le rouge. Selon les états financiers consultés, l'entreprise publique a enregistré une perte de 23,6 milliards de FCFA au cours de la période sous revue. Cette dégradation représente une augmentation vertigineuse de 237,14% par rapport à l'exercice précédent, où les pertes s'élevaient à 7 milliards. Cette chute accentue un tableau déjà préoccupant : les capitaux propres de l'entreprise sont désormais négatifs, à -28,3 milliards de FCFA. Malgré ce contexte financier, les exportations d'aluminium du Cameroun ont affiché des performances notables. En 2023, le pays a exporté 43 916 tonnes d'aluminium, générant des recettes de 54,2 milliards de FCFA, d'après les données de l'Institut national de la statistique (INS).

Les difficultés financières d'Alucam ne datent pas d'aujourd'hui. Depuis 2019, les capitaux propres de l'entreprise sont passés sous la moitié de son capital social, en raison des pertes accumulées. En application des articles 664 et 665 de l'Acte Uniforme Ohada, le Conseil d'administration avait convoqué une assemblée générale extraordinaire en 2020. Toutefois, cette assemblée n'avait pas opté pour la dissolution de la société.

La situation s'est encore aggravée lorsque les tentatives de reconstitution des fonds propres, censées être effectives avant le 31 décembre 2022, n'ont pas abouti. Pourtant, bien que l'entreprise ait enregistré un écart de réévaluation de 11 milliards de FCFA, les pertes cumulées de 8 milliards cette année-là ont maintenu les capitaux propres en dessous des seuils réglementaires. L'Acte Uniforme Ohada impose pourtant aux entreprises concernées : de convoquer une assemblée générale extraordinaire dans les quatre mois suivant l'approbation des comptes constatant cette situation pour décider d'une éventuelle dissolution ; Ou, par défaut, de reconstituer les capitaux propres à hauteur d'au moins la moitié du capital social dans un délai maximal de deux exercices.

Or, Alucam n'a pu se conformer à ces exigences dans les délais impartis. Cette non-conformité expose désormais l'entreprise à une demande de dissolution par tout tiers intéressé. « Le délai dont dispose Alucam pour régulariser la situation étant dépassée depuis la clôture de l'exercice 2021, nous attirons votre attention sur le fait que tout tiers intéressé pourrait demander la dissolution de la société », précise le rapport des commissaires aux comptes. Précision cependant que la structure a fait l'objet de négociations pour une recapitalisation avec des partenaires tels que le Fonds international pour la conservation de la nature tropicale (ITCF), la Banque publique d'investissement (BPI) et le groupe financier franco-allemand BHF, selon le rapport 2021 de la Commission technique de réhabilitation des entreprises publiques et parapubliques (CTR). Cependant, à ce jour, l'issue de ces discussions ne sont connues. Il est crucial pour le gouvernement engager les réformes nécessaires en vue de sauver ce mastodonte.

Paul Nkala

FILIERE CACAO

Record historique du prix au Cameroun en 2024

L'année 2024 restera gravée dans les mémoires des producteurs de cacao du Cameroun qui ont connu un prix record sans précédent, culminant à 6 000 Fcfa le kilo.

Le Cameroun est l'un des premiers pays producteurs de cacao au monde. Selon l'Office national du cacao et du café, plus de 500 000 Camerounais dépendent plus ou moins de la production de cacao pour leur subsistance.

Selon l'Institut national de la statistique, les exportations de fèves de cacao et de produits dérivés ont généré un revenu total de 512 milliards de Fcfa en 2023, en hausse de 10,4 % par rapport aux 463,6 milliards de Fcfa de 2022. Cela est dû à la flambée des prix qui a débuté au cours de la campagne cacaoyère 2023-2024. Malgré cette hausse, au cours de la campagne cacaoyère 2024-2025, qui a officiellement démarré en août 2024, les prix restent inférieurs à ceux observés lors de la campagne 2023-2024 où le prix a atteint un record de 6 000 Fcfa le kilo.

Au moment de la mise sous presse, le prix du kilo oscillait entre 4 200 et 45 000 Fcfa. Bien que le prix ait baissé, il reste bien supérieur aux 1 800 Fcfa le kilo en 2022. Le gouvernement du Cameroun, l'Office national du cacao et du café, le Conseil national interprofessionnel du cacao et du café et d'autres



Prix record sans précédent en 2024

acteurs ont continué à faire pression pour l'amélioration et la consolidation de la qualité des fèves de cacao du Cameroun. Luc Magloire Mbarga Atangana a en outre exhorté les acteurs de la filière cacao à poursuivre leurs efforts pour maintenir et améliorer la qualité du cacao camerounais tout en renforçant l'image de marque du produit sur le marché international.

Alors que la demande mondiale de cacao reste très élevée, portée par la bonne performance de l'industrie mondiale du chocolat, le Cameroun joue un rôle majeur dans la satisfaction de la demande en cacao. En effet, la délégation camerounaise, invitée d'honneur du récent Salon du Chocolat en France, a été saluée pour la qualité supérieure du cacao produit dans le pays.

Omer Kamga

GISEMENTS MINIER

Vers le démarrage de 3 grands projets en 2024

L'année 2024 a été particulière à travers le lancement de plusieurs grands projets qui font du Cameroun un pays producteur. De nombreuses retombées attendues.

Le cap est franchi. Le Cameroun est résolu à passer de pays à fort potentiel minier à celui de pays producteur. L'année 2024 a vu le démarrage de trois grands projets d'exploitation de fer et d'un projet d'exploitation de l'or

Projet d'exploitation de fer de Mbalam Lancé le 22 décembre 2023 dans la localité éponyme, le projet d'exploitation de fer de Mbalam devrait générer plus de 10.000 emplois, selon les projections faites par les responsables du projet. Les premières exportations de fer sont envisagées en 2025. Initialement, ce sont jusqu'à 11,5 millions de tonnes de minerai de fer qui seront exploités chaque année, lesquels seront transportés par route au cours de la première phase du projet. Ce, en attendant, la construction de la ligne de chemin de fer.

Une fois cette infrastructure ferroviaire construite, la production sera portée à 25 millions de tonnes par an, pour des revenus pouvant atteindre 90 milliards de F par an

pour l'État. Du point de vue des recettes fiscales, ce projet pourra générer jusqu'à 4,32 milliards de dollars (2 568 milliards de F).

Projet d'exploitation du fer d'Akom II Le démarrage technique de la phase d'exploitation du minerai de fer de d'Akom II par Bipindi-Grand Zambi remonte à l'année 2023. Le projet est estimé à 150 millions de tonnes de fer à une teneur moyenne de 30%. Le projet est porté par la société G-Stones Resources S.A basée à Douala détenue à 100% par un Camerounais.

L'exploitation de ce minerai de fer prévoit de produire deux millions de tonnes de concentré de fer à haute teneur entre, 65 et 68%, avec une rentabilité d'environ 10 milliards F de revenus pour l'État du Cameroun. Les prévisions faites dans le cadre de ce projet annoncent la création d'environ 3500 emplois. Il y a également le projet d'exploitation du fer de Kribi-Lobé, en cours de lancement, qui va générer plus d'un milliard d'emplois.

Projet d'exploitation de la petite mine de Colomine

Le démarrage de ce projet est aussi effectif depuis cette année. L'une des étapes importantes étant la construction de l'unité de traitement du minerai d'or dit clos. Celle-ci offre de nombreux avantages, notamment l'augmentation du taux de rendement qui va passer de 30% à 90 voire 95%.

Le nombre d'emplois projeté est de 200.

En termes de chiffres en 2024, c'est 8,261 milliards de F de revenus issus de l'activité du secteur minier hors pétrole ; 172,30 kilogrammes d'or collectés au 31 juillet 2024 par la Sonamines, bras séculier de



De nombreuses retombées attendues

l'État ; 3 305,79 carats de diamants tracés dans les circuits formels ; 4 840,05 carats de diamants certifiés ; 166,2 kilogrammes d'or saisis lors des contrôles.

Bouba Yankréo

LA FONDATION TONY ELUMELU OUVRE LES CANDIDATURES POUR LES PROGRAMMES D'ENTREPRENEURIAT 2025

La Fondation Tony Elumelu (TEF), le principal champion africain de l'entrepreneuriat, a le plaisir d'annoncer que les candidatures pour ses programmes d'entrepreneuriat 2025 sont désormais ouvertes.

Les entrepreneurs en herbe et existants de toute l'Afrique sont invités à postuler pour avoir la chance de recevoir une formation de classe mondiale, un mentorat d'experts et un financement de démarrage non remboursable pour développer leurs entreprises.

Programmes ouverts aux candidatures :

1. Programme d'entrepreneuriat de la Fondation Tony Elumelu (TEF) : le programme phare d'entrepreneuriat TEF est ouvert à tous les entrepreneurs à travers l'Afrique ayant des idées d'affaires innovantes ou des entreprises existantes datant de moins de cinq ans. Cette année, l'accent est mis sur les entreprises qui tirent parti de l'intelligence artificielle (IA) et des initiatives vertes. Les candidats doivent être âgés d'au moins 18 ans.

2. Programme d'entrepreneuriat IYBA-WE4A : Lancé par la Fondation Tony Elumelu en partenariat avec l'Union européenne (UE) et la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), IYBA-WE4A soutient l'investissement en faveur des Jeunes Entreprises en Afrique – Entrepreneuriat Féminin pour l'Afrique et s'adresse exclusivement aux femmes entrepreneurs ayant des idées d'entreprises vertes ou des entreprises vertes existantes au Sénégal, en Tanzanie, en Ouganda, au Cameroun, au Kenya, le Mozambique, le Malawi et le Togo. Les candidats doivent être âgés d'au moins 18 ans et les entreprises n'excédant pas cinq ans d'activité.

3. Programme d'entrepreneuriat Aguka : Le programme d'entrepreneuriat Aguka Ideation est un partenariat avec la Fondation Tony Elumelu, le PNUD Rwanda et le ministère rwandais de la Jeunesse et des Arts pour soutenir les jeunes entrepreneurs rwandais âgés de 18 à 30 ans avec des idées d'affaires avec un capital de démarrage de 3000 dollars, dans le but de nourrir et de développer des concepts innovants en entreprises viables.

DÉTAILS DE L'APPLICATION:

- Plateforme : Les candidatures doivent être soumises au travers du hub numérique exclusif de TEF, TEFConnect.
- Période de présentation des candidatures : du 1er janvier 2025 au 1er mars 2025. Les candidats sont encouragés à remplir et à soumettre leur candidature bien

avant la date limite.

- Éligibilité : Ouvert aux entrepreneurs africains ayant des idées d'affaires évolutives ou aux entreprises existantes datant de moins de cinq ans. Les candidats doivent être âgés d'au moins 18 ans.

Pour en savoir plus sur le travail de transformation de la Fondation Tony Elumelu et le succès de nos entrepreneurs africains. Explorez notre :

- Rapport d'impact, qui met en lumière les réalisations et les contributions de la Fondation Tony Elumelu à la croissance économique de l'Afrique.
- Histoires de réussite d'entrepreneurs africains, mettant en valeur les parcours inspirants de Tony Elumelu Entrepreneurs.
- Rapports annuels, offrant un aperçu des stratégies et des résultats de la Fondation Tony Elumelu.

À PROPOS DE LA FONDATION TONY ELUMELU:

La Fondation Tony Elumelu est la principale organisation philanthropique qui autonomise une nouvelle génération d'entrepreneurs africains, favorise l'éradication de la pauvreté, catalyse la création d'emplois dans les 54 pays africains et renforce l'autonomisation économique des femmes.

Fondée en 2010, la Fondation Tony Elumelu s'engage à donner aux entrepreneurs africains les moyens d'agir en tant que catalyseur de la transformation économique du continent.

Depuis le lancement du programme d'entrepreneuriat TEF en 2015, la Fondation a permis à jusqu'à 2,5 millions de jeunes Africains d'accéder à une formation sur son hub numérique, TEFConnect, et a versé plus de 100 millions de dollars de financement direct à plus de 21 000 femmes et hommes africains, qui ont collectivement créé plus de 800 000 emplois directs et indirects et généré plus de 4,2 milliards de dollars de revenus. La mission de la Fondation est ancrée dans l'africapitalisme, qui positionne le secteur privé, et surtout les entrepreneurs, comme le catalyseur du développement social et économique du continent africain.

THE TONY ELUMELU FOUNDATION

2025 TONY ELUMELU FOUNDATION
ENTREPRENEURSHIP
Programme

We are now accepting applications to the 2025 TEF Entrepreneurship Programme.
Apply now for \$5,000 seed capital, business training, mentorship, and access to network.

APPLY ON www.TEFConnect.com

THE TONY ELUMELU FOUNDATION

JOIN
AFRICA'S
ENTREPRENEURIAL
REVOLUTION

Apply now for \$5,000 seed capital, business training, mentorship, and access to network.

APPLY ON www.TEFConnect.com

THE TONY ELUMELU FOUNDATION

YOUR
IDEA
CAN
TRANSFORM
AFRICA

Apply now for \$5,000 seed capital, business training, mentorship, and access to network.

APPLY ON www.TEFConnect.com

SOUS LE TRES HAUT PATRONAGE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU CONGO
SON EXCELLENCE MONSIEUR DENIS SASSOU - NGUESSO



LE HAUT CONSEIL DES AFFAIRES DE L'AFRIQUE CENTRALE

Organise :

FORUM ECONOMIQUE POUR LA CROISSANCE ET L'INVESTISSEMENT EN AFRIQUE CENTRALE (FECIAC)

Avec en prime un
ECCAS CEO SUMMIT



THEME : Accélérer les investissements pour le développement des chaînes de valeurs régionales et le financement des infrastructures en Afrique Centrale.



10-12
JUN 2025



HILTON HÔTEL
Les Tours Jumelles
BRAZZAVILLE

infos@centralafrica-investmentforum.com

www.centralafrica-investmentforum.com

Avec l'appui institutionnel :



CEEAC



CEMAC



BEAC



BDEAC



COSUMAF

Partenaires Stratégiques :



BAD



AFREXIMBANK



EIB